

**Commission de Régulation de
l'Electricité et du Gaz
(CREG)**

Rue de l'Industrie 26-38
1040 Etterbeek
Belgique

A l'attention de Mr Benoît Gerken

Par e-mail : consult.2511@creg.be

Bruxelles, 01 février 2023

**Objet : Projet de décision sur le modèle de déclaration à introduire par les
débiteurs du prélèvement instauré dans le cadre du plafond sur les recettes issues
du marché des producteurs d'électricité – Document de consultation publique**

Vos réf : (PRD)2511

Monsieur Gerken,

Nous souhaitons vous partager certaines remarques et questions concernant le projet
de décision en objet.

1. LCOE

Nous comprenons que le LCOE pour les parcs éolien onshore en Région wallonne
n'est actuellement pas déterminé ni *a fortiori* publié, au contraire des LCOE
applicables aux parcs offshore.

Le LCOE de ces parcs est actuellement fonction des données spécifiques à chaque
projet pour lequel une réservation de certificats verts a été effectuée, pour assurer un
niveau de soutien adéquat à chaque projet (à tout le moins au niveau de la Région
wallonne).

Une confirmation explicite dans la décision finale serait la bienvenue sur les points
suivants :

- Les projets percevant des certificats verts sont des installations de production
qui bénéficient d'un mécanisme d'aide à la production dont le montant dépend
de l'évolution du prix de l'électricité (en raison de la correction effectuée par
le facteur *rho*). Partant, ces projets tombent dans la dérogation reprise à
l'article 22^{ter} §1, alinéa 2 (i.e. prise en compte du niveau du LCOE majoré de
50 euros par MWh) ;

Avocats :
Jean-Théodore Godin
Hélène Djaoudi
Isaline Godin
Guillaume Stoop
Blandine de Lange
Barbara Catalano
Arthur Jamar de Bolsée
Evelyne Liégeois
Hélène de Maere
Alix Nieuwenhuys

moov.law SRL
VAT BE0704.710.542 • IBAN: BE81.3631.7628.6224 • BIC: BBRU BE BB • Third-Party bank number: BE15.6304.3889.3030 • BIC: BBRU BE BB

Subject to further restrictions, the liability of the company and its lawyers is limited to the amounts paid out under its liability insurance.
Any legal relationship with moov.law is governed by Belgian law and is subject to the exclusive jurisdiction of the courts of Brussels.
Please refer to www.moov.law for our Privacy Policies.



- Le LCOE à prendre en considération est celui repris dans le tableau en annexe au projet de décision et non celui déterminable selon les données du dossier de réservation des CVs au niveau régional. En effet, le point 20 du projet de décision est équivoque en ce qu'il mentionne ceci :

Dans le cas d'une installation qui bénéficie d'une aide à la production régionale qui varie en fonction de l'évolution du prix du marché de l'électricité, le LCOE dépend de la technologie et de l'année de référence du mécanisme d'aide dont elle bénéficie. Il est également demandé au débiteur de communiquer le LCOE de l'installation sur base des valeurs définies par ou en vertu des dispositions décrétales (ordonnantielles) ou réglementaires applicables, conformément aux tableaux repris en annexe.

Une clarification quant à l'année de référence du LCOE à retenir serait appréciable dans le cas de figure où l'année au cours de laquelle la réservation est effectuée n'est pas l'année de l'enveloppe reprise dans la confirmation de la réservation.

Aussi, une même installation peut avoir fait l'objet de plusieurs réservations ; il serait intéressant que votre décision précise comment pondérer le LCOE dans cette hypothèse.

Enfin, par souci de transparence, il serait bienvenu de détailler la méthodologie suivie pour parvenir à déterminer un LCOE par technologie, puissance et année de référence.

2. Présomptions

La loi électricité prévoit que la quatrième présomption s'applique notamment aux installations qui bénéficieraient d'un mécanisme d'aide à la production dont le montant dépend de l'évolution du prix de l'électricité sur une période de trois ans. Selon la CREG, aucune installation ne bénéficie d'un tel mécanisme pour la période visée (point 30 du projet de décision).

Nous émettons l'hypothèse que la loi souhaite viser – de manière erronée toutefois – les projets situés en Région wallonne pour lesquels le facteur rho est fixé à 1 pendant les 3 premières années de production (cf. article 15§ 1^{er} bis de l'AGW 30 novembre 2006). Ces projets bénéficient en effet d'une immunité durant les trois premières années, avant de se voir appliquer une révision annuelle à partir de la quatrième année de production.

3. Détermination des volumes

Il arrive qu'une installation voit son électricité vendue sur la base d'un PPA avec un prix fixé pour le P90 (annuel, sans allocation mensuelle). Dès lors que le prélèvement sur les surprofits porte, dans sa première période, sur une durée de 5 mois, il serait intéressant que votre décision précise comment déterminer le volume sur 5 mois réputé correspondre au P90. Ce volume n'est par hypothèse pas fixé contractuellement entre les parties. Il permettra de déterminer, ensuite, l'éventuel excès de production vendu selon d'autres modalités, par hypothèse).



Nous vous remercions par avance de bien vouloir prendre nos commentaires en considération et – dans la mesure du possible – nous fournir les réponses aux quelques questions et nous tenons à votre disposition si vous souhaitez discuter de ce qui précède.

Veillez croire, cher Monsieur, en l'expression de nos sentiments distingués.

Avocats - moov.law